

REGARDS

TÉLÉVISION

# Je suis journaliste, sortez-moi de là!

David Wagner

**La démission fracassante du rédacteur en chef de RTL-TV met en lumière le côté sombre de la télévision unique du pays. D'un côté, RTL doit faire des profits, de l'autre, l'Etat s'accommode du statut quo.**

20 années passées au service de RTL dont huit en tant que rédacteur en chef de l'unique chaîne télévisée nationale du Luxembourg ont eu raison de ses dernières illusions: le média le plus puissant du pays ne lui permettrait plus de pratiquer un journalisme de qualité. Il y a deux semaines, Tom Graas a claqué la porte de son employeur (ou y aurait été encouragé, comme certaines langues le laissent entendre). Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas fait son adieu au petit écran dans la plus grande discrétion: dans une interview accordée au Télécran, il accuse la direction de la chaîne de pratiquer du journalisme de caniveau.

Alors que dans nos pays voisins, l'on assiste régulièrement à des transferts de journalistes et d'animateurs d'une chaîne vers une autre, les vedettes de la lucarne grand-ducale n'ont pas trop le choix en cas de licenciement ou de démission. Pourtant, d'autres pays de population moins importante sont mieux dotés. L'Islande compte par exemple quatre chaînes nationales en plus de quelques chaînes locales. Après l'échec de la tentative du groupe suédois Tango d'établir une concurrence avec « T.TV », il ne reste plus que la chaîne .dok de Maurice Molitor dont le principe est de « louer » des plages de

diffusion au citoyen lambda, ou les chaînes régionales « Uelzechtkanal » et « Nordlicht TV ».

Mais ces petites tribus ne font pas le poids face à l'empire RTL. La devise du paysage audiovisuel luxembourgeois est simple: il n'y a de télé que RTL et Alain Berwick est son prophète. Et le fidèle Tom Graas a payé son apostasie avec son départ de la communauté au Kirchberg. Les spéculations au sujet de son départ fleurant l'éviction vont bon train, notamment concernant la nouvelle organisation interne. L'on peut aussi imaginer que la création du poste de directeur de l'information, et donc d'un supérieur hiérarchique supplémentaire, n'a pas été pour lui plaire. Mais peut-être est-ce aussi l'ambiance interne, réputée exécrable, qui se soit ajoutée à sa décision de départ? Un ancien de RTL nous a confié qu'il n'y remettrait plus les pieds. En tout cas, Walter de Toffol, le président du Conseil national des programmes (CNP), n'est pas étonné du départ de Tom Graas: « Lors de réunions avec RTL, lorsque nous pointions du doigt le manque de discernement entre information et commentaire, il m'a toujours semblé qu'il partageait nos critiques, mais qu'il ne pouvait pas les approuver ouvertement. »

Alain Berwick, le directeur de RTL n'est pas un homme impressionnable. Et les critiques récurrentes que le Conseil national des programmes adresse à sa chaîne lui glissent dessus comme sur du teflon. Ceci est particulièrement patent lorsque sa



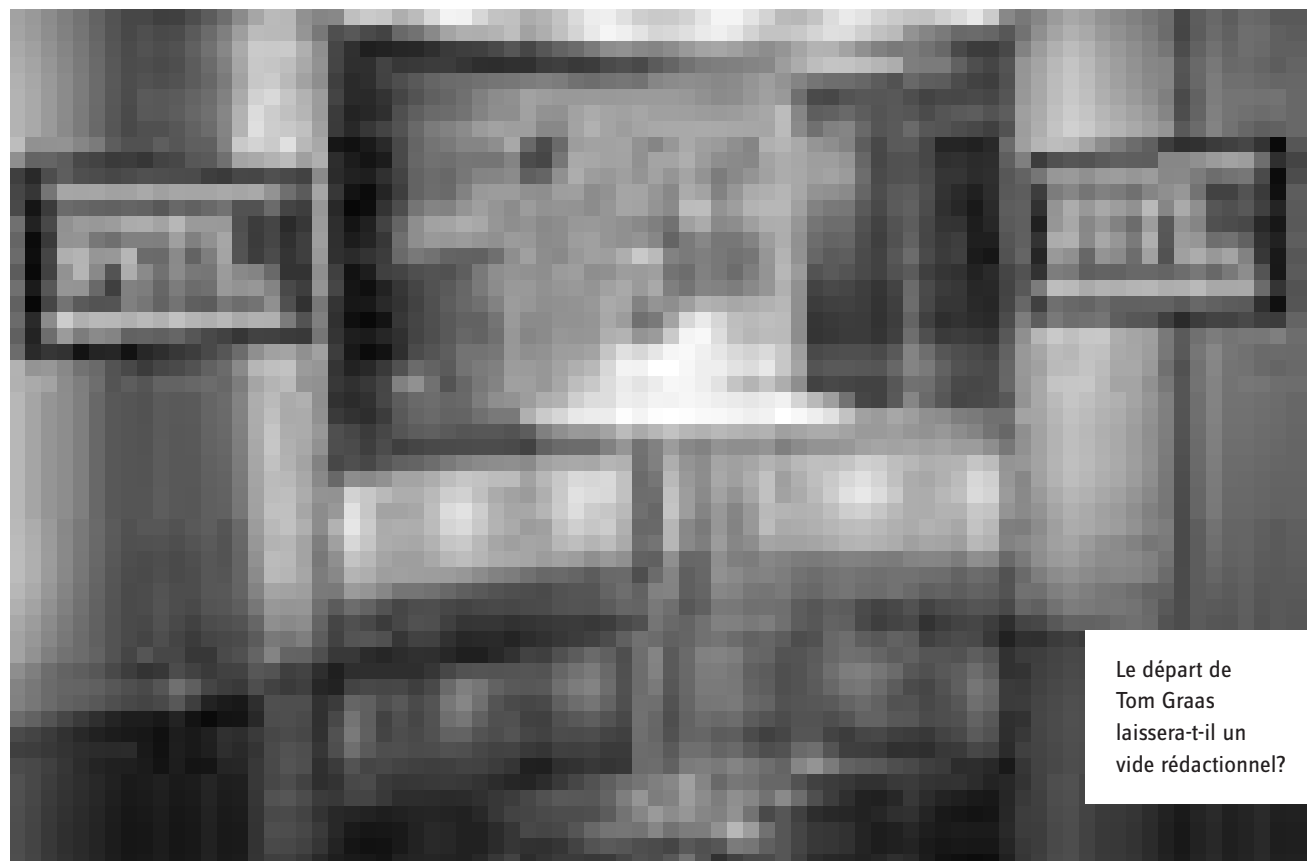


photo: RTL

Le départ de Tom Graas laissera-t-il un vide rédactionnel?

chaîne est confrontée aux critiques du CNP. Dans un face-à-face épique paru dans le Télécran en avril de cette année, qui l'opposa à Walter de Toffol, son argumentaire fétiche tournait autour du manque de professionnalisme et de compétence de l'organe de surveillance.

## Il n'y a de télé que RTL et Berwick est son prophète

Walter de Toffol est le premier à revendiquer une hausse des moyens du CNP. Pour l'instant, il se satisfait de deux secrétaires, ce qui constitue d'après lui « le minimum absolu », mais qu'il en faudrait « trois ou quatre pour bien fonctionner ». Par contre, il réfute l'idée selon laquelle l'organe devrait être constitué de « professionnels » des médias et estime que c'est justement la société civile dans sa diversité qui doit avoir son mot à dire dans leur contrôle. Le conseil d'administration du CNP est en effet composé de délégué-e-s d'associations et de partis politiques. Mais de toute façon, RTL préfère l'autocontrôle. La chaîne dispose d'une structure interne composée, selon le nouveau rédacteur en chef Alain Rousseau, « de personnalités de qualité et d'expérience et qui disposent de suffisamment de bouteille pour se montrer efficaces et crédibles ». Interrogé sur les propos tenus par son prédécesseur à l'encontre d'RTL, Rousseau estime « qu'ils n'en-

gagent que lui » et se défend que l'information manque de sérieux. « Il y a certes des éléments 'boulevard' dans notre programmation, mais ils ne touchent pas le volet information. Ils sont cantonnés à des émissions comme Planet-RTL », explique-t-il. Il souligne que les faits politiques et sociaux trouvent leur place dans la programmation, notamment à travers l'émission « Impuls » et l'édition du samedi qui accorde plus de temps à des reportages « de fond », « un peu comme dans l'émission 'Reportages' sur TF1 ».

Le Luxembourg est un paradoxe télévisuel. Avec RTL, ce petit pays est le géniteur d'un géant médiatique européen, tout en ayant un retard énorme dans le développement de son offre télévisée sur son propre territoire. Jusqu'au début des années 90, lors du lancement quotidien de la chaîne en luxembourgeois, celle-ci ne diffusait que le dimanche et l'équipe autour de Jean Octave s'était spécialisée dans le journalisme de complaisance digne d'une ORTF à l'époque gaulliste.

### 100,7-TV ?

Désormais, la chaîne n'a plus peur de s'affranchir des gouvernants. Engluée dans une logique commerciale, c'est l'argent qui domine sa politique. Pour Jay Schiltz, rédacteur en chef de la radio de service public « 100,7 », la chose est entendue: « Lorsque la mission de service public et les intérêts financiers entrent en collision,

c'est toujours en défaveur de la crédibilité du travail journalistique. » Et de plaider en faveur de la création d'une chaîne de télévision totalement publique.

RTL a beau se targuer d'une audience record qui tourne autour de 70 pour cent de taux d'écoute - cette prouesse, en l'absence de toute concurrence, n'a rien d'herculéen. Il suffit de fournir l'effort de regarder régulièrement ses programmes. Si le journal d'information est encore passable - la rédaction comporte tout de même un certain nombre de journalistes de qualité - le reste des émissions est un condensé du pire dont nous abreuvons déjà les grandes chaînes privées des pays voisins.

Certes, la qualité médiocre des productions de RTL à caractère grossièrement commerciaux n'est pas uniquement du fait de l'équipe de la chaîne elle-même. RTL est une société privée liée par un contrat de concession des ondes à l'Etat luxembourgeois. Ce contrat impose ainsi une mission de service public à la chaîne. Mais comme elle n'est pas publique, elle doit pourvoir à ses propres moyens financiers à force de publicités et d'émissions incitant les ados à la consommation. On se souvient de l'ancien PDG de TF1, Patrick Le Lay, qui expliquait, au sujet de sa mission à la tête de la première chaîne française, que « ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ».

Walter de Toffol appelle en cela l'Etat à sa responsabilité: « Si nous

voulons des émissions de qualité, c'est à l'Etat de prendre des initiatives et de financer un certain nombre d'émissions. » Mais de Toffol soupçonne les pouvoirs publics de s'accommoder parfaitement du statut quo. Jay Schiltz partage d'ailleurs cet avis: « Quand on voit de quelle manière a été renouvelé le contrat de concession, on peut se dire que RTL et l'Etat se sont très rapidement mis d'accord. » Le contrat a en effet été renouvelé assez précocement. Alors que l'ancien n'arrivait à échéance qu'en 2010, il a été renouvelé cette année jusqu'en 2020. Autre fait troublant, le CNP n'a même pas été inclus dans les négociations et ne détient pas la totalité du contrat. « Nous avons tout de même pris l'initiative de faire quelques propositions en fournissant des critères pour la mission de service public, mais elles n'ont pas été retenues », se désole de Toffol. De là à penser que les membres du gouvernement seraient plus préoccupés de s'assurer les faveurs de la télévision unique que d'encourager le pluralisme médiatique, il n'y a qu'un pas. Mais peut-être qu'un député-e courageuse déposera un jour une proposition de loi créant une télévision publique. Reste à savoir si on la verra sur l'écran ...